

Sommaire

Guerres de Syrie et dynamiques kurdes (2011-2021)

- 10** Introduction du dossier
- 19** La dynamique nationale kurde en Syrie : de l'indépendance au processus révolutionnaire syrien
- 36** Le camp ou la reproduction de l'histoire : Une ethnographie de l'en-campement au Kurdistan d'Irak
- 53** Les ambiguïtés de l'école du Rojava : entre héritages militants, nationalisme vertueux et adaptations locales
- 71** Le cinéma au Rojava : un outil politique, culturel et social
- 84** L'intégration du Rojava dans l'espace kurde et les rivalités intra-kurdes à travers l'opposition PYD-ENKS
- 97** Les tribus en Cezîre : conserver des espaces entre les solidarités et les démocraties
- 110** La (re)considération de la problématique kurde par les autorités turques au regard de l'évolution du conflit syrien
- 126** Remettre en question la « question » par les dynamiques kurdes

137 La maison de l'Histoire européenne à Bruxelles : projet culturel ou projet politique ?

152 Entretien avec Christophe Batardy, docteur en histoire. Autour du Programme commun de la gauche.

165 L'OURS : archives, histoire et mémoire du mouvement socialiste français.

182 Le projet TRANSENVIR. Approche historique de la transition environnementale.

188 François Quantin, *Chimères autochtones, le malentendu identitaire en Méditerranée*.

Auteurs

Christophe Batardy est docteur en histoire contemporaine, ingénieur d'étude au ministère de la Culture.

Frédéric Cépède est historien, journaliste, archiviste de l'OURS.



Joseph Daher enseigne à l'Université de Lausanne et est professeur affilié à l'Institut Universitaire Européen de Florence. Il est l'auteur notamment de *Syria after the Uprisings*, *The Political Economy of State Resilience* (2019) et fondateur du blog Syria Freedom Forever.

Arthur Delaporte est agrégé d'histoire et secrétaire général adjoint de l'OURS.



Aurélien Denizeau est docteur en sciences politiques et relations internationales. Ses recherches portent sur la politique stratégique de la Turquie ainsi que sur la géopolitique de l'espace méditerranéen.



Laurent Dissard est anthropologue rattaché aux laboratoires ITEM (Université de Pau et des Pays de l'Adour) et CETOBaC (EHESS). Il travaille notamment sur les politiques de patrimonialisation en Turquie et dans le Moyen-Orient.

Stéphane Frioux est maître de conférences en histoire contemporaine (Université Lumière-Lyon 2), membre de l'UMR 5190 LARHRA, membre junior de l'Institut universitaire de France (2018-2023).



Lucile Irigoyen est diplômée d'un master à l'EHESS. Son travail propose d'appréhender les transformations que connaît la société kurde du nord de la Syrie depuis 2011 par le prisme de sa production cinématographique.

Laurent Jalabert est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Pau et des Pays de l'Adour, directeur des *Cahiers d'histoire immédiate*.



Boris James est maître de conférences à l'Université Paul-Valéry – Montpellier 3 et ancien directeur de l'antenne d'Erbil de l'Institut Français du Proche-Orient. Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages sur les Kurdes aux périodes médiévale, moderne et contemporaine.



India Ledeganck est doctorant en anthropologie à l'Université Catholique de Louvain. Sa thèse porte sur l'affiliation tribale au sein des dispositifs de représentation politique et de médiation sociale dans le Cezîre.

Marilyn Moreaux est étudiante en histoire contemporaine à l'université de Toulouse-Jean-Jaurès, laboratoire Framespa (UMR 5136).

Jean-François Pérouse est maître de conférences (HDR) à l'Université Toulouse Jean-Jaurès et ancien directeur de l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes à Istanbul. Il est notamment l'auteur de *La Turquie en marche* (2004), *Erdogan. Nouveau père de la Turquie ?* (2016) et *Istanbul planète La ville-monde du XXI^e siècle* (2017).



Solène Poyraz est une politologue rattachée au CETOBaC (EHESS) et à l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes à Istanbul. Elle travaille pour sa thèse de doctorat sur les effets de la crise syrienne sur la Turquie depuis 2011.



Charlotte Watelet est doctorante en anthropologie à l'IAC et au CETOBaC (EHESS). Sa thèse retrace l'itinéraire d'un camp de réfugiés Kurdes syriens en Kurdistan irakien depuis le temps de l'exil jusqu'à celui de l'errance.



Ozcan Yilmaz enseigne à l'Université de Genève. Ses recherches portent sur l'histoire des relations internationales et du nationalisme kurde. Il a publié notamment *La formation de la nation kurde en Turquie* (2013).



Dossier

**Guerres
de Syrie et
dynamiques
kurdes :
2011-2021**

Laurent Dissard
et Solène Poyraz

Guerres de Syrie et dynamiques kurdes : 2011-2021

Mot d'introduction

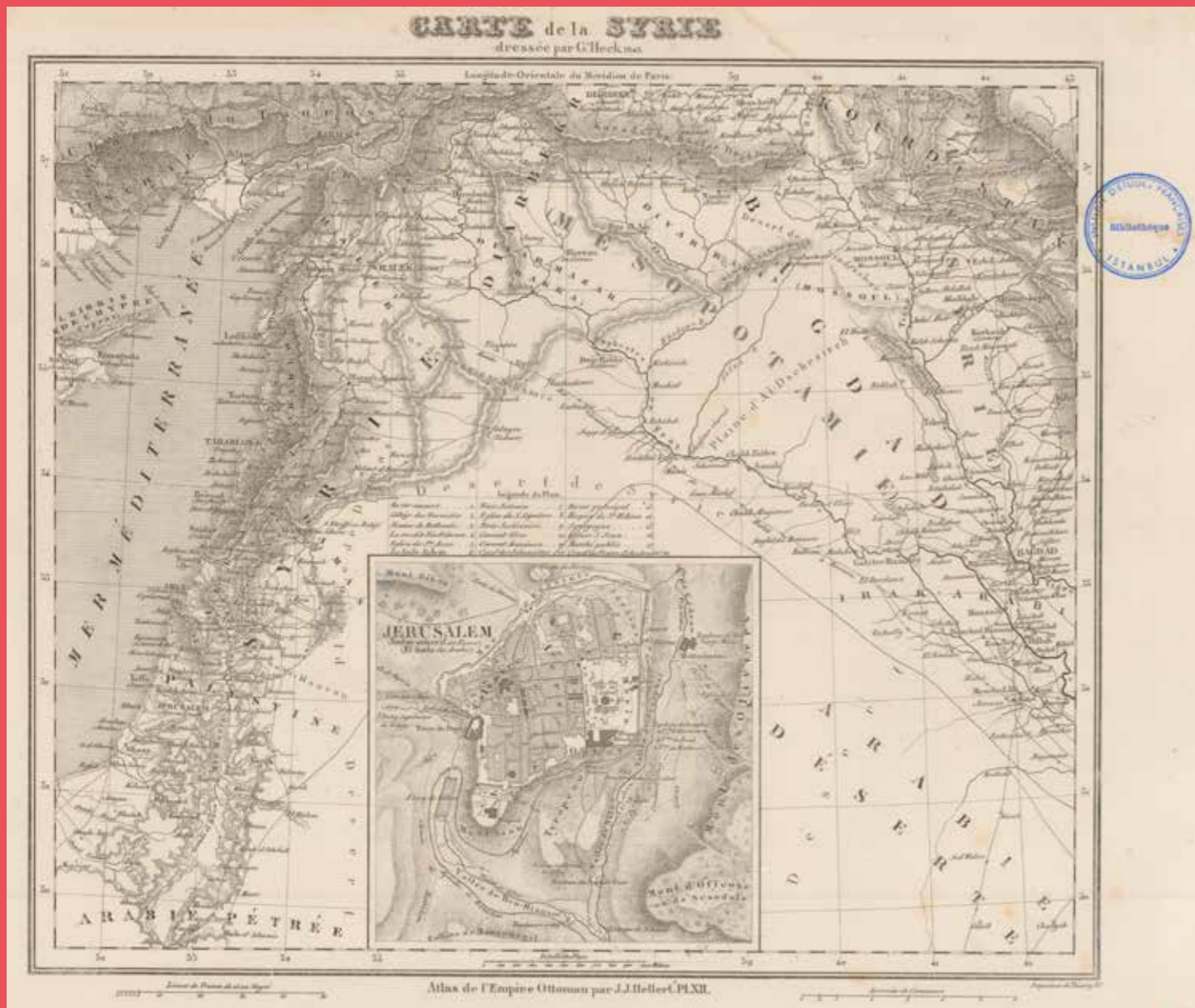


© Erika Wittlieb de Pixabay.

Faire quelque chose, marquer le coup, ne pas laisser la voix à des velléités réductrices et nationalistes, voilà ce qui nous a motivés à penser ce numéro, à l'occasion des 10 ans des révolutions que l'on a appelées « arabes » mais qui ont affecté le monde et ses sociétés. En tant que chercheur.e.s, beaucoup de supposés et de raccourcis nous ont dérangés dans le traitement de ces processus, on avait donc des choses à dire, il nous restait à choisir un angle d'approche. Solène Poyraz, politologue, travaillant sur les effets de la crise syrienne sur la Turquie, et Laurent Dissard, anthropologue de la Turquie et du Moyen-Orient, choisissent alors d'aborder une thématique cruciale qui semble avoir changé la donne dans la crise syrienne : les Kurdes. Une thématique omniprésente mais souvent traitée à travers un prisme ethnique et macro-politique, ne permettant pas de saisir les éléments du débat.

Dès lors, s'entame un épineux chemin de réflexion car si le sujet peut paraître déjà largement abordé en long et en travers, voire surmédiatisé, ce dossier nous montre encore qu'il reste des angles morts, des angles parfois même volontairement mis de côté par certains acteurs, de toutes parts. La surmédiatisation a même imposé un filtre orientaliste et misérabiliste, cachant les réalités vécues sur le terrain, notamment par le pouvoir des images et quelques initiatives filmiques. Les contributions des chercheur.e.s qui ont répondu à l'appel nous ont confirmé l'existence de travaux récents à caractère ethnographique, porteurs d'une nouvelle réflexion. Alors que c'était une question fréquemment laissée à la seule science politique et habitée de fantasmes et de projections diverses, ce dossier présente, avec des approches multidisciplinaires et des pratiques ethnographiques, une réappropriation du sujet par d'autres sciences sociales mais aussi par une nouvelle génération de chercheurs.

Fallait-il parler de guerre au singulier ou au pluriel, de guerre civile ou de l'expression locale d'un conflit global ? Autant d'interrogations qui nous ont fait hésiter sur la formulation des termes de l'intitulé du dossier : une entreprise laborieuse et consciencieuse, notamment au vu du contexte politique mais aussi académique. Se dégageait aussi la difficulté de traiter de l'histoire



© Institut français d'études anatoliennes fonds cartographiques.

immédiate, une histoire en train de se faire et d'être mise en récit. D'où la nécessité des retours historiques et de la diversité des matériaux, proposés dans ce numéro que l'on a pensé comme réponse à une histoire ou un récit qui s'impose et se heurte aux mémoires locales plurielles. Au-delà de la difficulté de présenter un numéro sur une actualité très proche, chronologiquement et géographiquement, les coéditeurs ont aussi posé le défi de renouveler une certaine approche de la « question kurde » ou du « problème kurde », un construit historique idéologiquement marqué, préférant le terme moins monolithique et immobilisant de « dynamiques ». Pour ce faire, rien de mieux que de s'éloigner des théories partisans présentes jusque dans la recherche et de se recentrer sur ce qui fait la richesse de notre profession : le terrain. C'est donc assez naturellement que nous avons reçu de nombreuses propositions à caractère ethnographique, issues d'enquêtes de terrain récentes. Non que l'on puisse se passer de théorie, mais le retour sur le terrain des jeunes générations de chercheurs permet de repenser les concepts à l'épreuve des réalités sociales et de se confronter aux analyses dominantes, qui frisent désormais l'anachronisme.

Aujourd'hui en Turquie, en Syrie et en Irak principalement, la « question kurde » est présentée comme le poison et l'antidote, le déclencheur permettant d'ouvrir la voie à un système plus démocratique pour les sociétés en question. Pour que cette affirmation prenne sens, il s'agit de ne pas rentrer dans le jeu d'homogénéisation des acteurs qui tend à réifier globalement « les Kurdes », pour les présenter comme une force révolutionnaire démocratique ou au contraire, comme un groupe terroriste. Du côté des États concernés, l'acharnement pour homogénéiser

voire pratiquer l'amalgame tend à enliser la représentation des Kurdes dans la position de problème, de bouc émissaire, de terroristes qu'il faut mettre « hors d'état de nuire » (*etkisiz haline getirmek*) selon la formule employée dans les médias turcs. Quant aux groupes de soutien européens, politiques ou académiques, ils sont marqués par une certaine nostalgie et un misérabilisme qui tendent également à nier la diversité des situations ainsi que les contradictions sur le terrain. Du côté des acteurs kurdes, les efforts pour rassembler et réifier le « peuple kurde » dont la représentation est revendiquée par certains groupes forts, sont aussi à souligner.

Terres inconnues, peuple inconnu ? Nommer pour mieux gouverner

Les dynamiques kurdes ont pour spécificité de recueillir en leur sein des enjeux à la fois nationaux propres au cadre syrien, mais aussi régionaux et transnationaux. Au-delà du poids des idéologies et des nationalismes, plusieurs temporalités et échelles sont donc à préciser pour démêler les réalités du terrain. C'est là tout l'objet de notre numéro. D'abord, il faut rappeler la présence historique des Kurdes dans cette région et les efforts, intéressés et menés à toutes les époques, pour délimiter le Kurdistan. Celui-ci irait de Erzurum (actuellement en Turquie) à Bassora (Irak actuelle) selon le célèbre voyageur de l'Empire ottoman, Evliya Çelebi. Souvent désigné comme « terres inconnues » (*diyar-i meçhul*), le Kurdistan fait l'objet des curiosités et des volontés de pouvoir.

Cela se traduit inévitablement par des tentatives de contrôle de cette population, souvent criminalisée par les empires ou les gouvernements. En Syrie, les Kurdes sont d'ailleurs traditionnellement désignés comme *eskiya* (bandits, contrebandiers). L'historien Stefan Winter explique ainsi que les tribus kurdes de Syrie entretiennent alors à l'époque un rapport ambigu avec l'administration ottomane qui distribue des titres en échange de l'impôt et les utilise pour la normalisation des relations entre l'État et la société nomade. Ce rapport de force et de contrôle entre tribus et politique se retrouve aujourd'hui aussi dans l'est de la Turquie avec le système des gardiens de village, chargés de jouer les médiateurs (et/ou délateurs) et d'assurer l'ordre social.

Qui dit tentative de contrôle dit aussi déplacement de population, si cette dernière ne consent pas. Cela donne lieu à des pratiques d'ingénierie démographique que l'on retrouve de nos jours, accentuée par les guerres en cours sur ces territoires, et qui seront abordées dans ce dossier. Au-delà du déplacement, les populations kurdes, dans le brouillage des nouvelles formes de conflit qui ne distinguent plus les combattants et les civils, sont aussi victimes de bombardements et d'opérations militaires. Dans ce sens, il faut s'interroger sur cet acharnement à vouloir délimiter un territoire et uniformiser un groupe d'individus, limitant alors leur marge de manœuvre réelle. Quel pouvoir cela donne aux « spécialistes » et à quel point cela sert les politiques ? N'est-ce pas aussi une volonté de délimiter pour mieux maîtriser ?

On retrouve la thématique des tribus kurdes dans l'enquête ethnographique d'India Ledenganck qui démontre bien aussi que les problématiques locales doivent être abordées au-delà de la simple « question

kurde » tant les espaces et relations sont fluctuantes depuis 2011. La *Meclisa Rûspi yên Qamişli* – l'Assemblée des sages de Qamişli composée de dignitaires occupant « une certaine position » dans les tribus du Cezîre – est présentée à l'auteur lors de son terrain en 2019 et 2020 comme indépendante de l'AANES (Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie) : plus connue sous le nom de Rojava. Les tribus font du social, lui explique-t-on, alors que les partis, le PYD (Parti de l'union démocratique) notamment, font du politique. Elles peuvent influencer les décisions juridiques et politiques, bien sûr, mais elles ne sont pas pensées comme politiques. Les tribus conservent des valeurs, défendent le vivre-ensemble, résolvent des discordes, notamment celles entre l'AANES et la population, car elles sont, du moins elles se considèrent comme démocratiques, unificatrices et proches du peuple. Au-delà de la question ethnique, ce sont bien les négociations constantes entre tribu et instances politiques qui caractérisent aussi les dynamiques sociales, politiques et économiques du nord-est syrien.

Syrie : de la périphérie au centre dans la politisation du fait kurde

La genèse du mouvement kurde contemporain remonte à la fin des années 1970 avec la naissance du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en 1978, actif principalement à l'est de la Turquie. Dans les années 1990 qui opposent le PKK à l'État turc dans des combats violents, la Syrie est cantonnée à un rôle de base militaire,

utilisé avec brio par les Assad contre la Turquie. En 2011, avec l'éclatement de la révolution syrienne, le mouvement kurde doit prendre position et saisir l'opportunité politico-militaire qui se présente ou s'impose à lui. On présente alors les Kurdes comme menant une révolution parallèle au peuple syrien et qui viserait une indépendance politico-territoriale, sur le modèle irakien. L'expérience kurde dite du Rojava, menée dans trois « cantons » du nord-est de la Syrie, une région traditionnellement habitée par des populations kurdes, prend forme dès 2013. Le PYD, branche syrienne du PKK, s'essaye alors aux formes d'autonomisation, laissant apparaître les fondations d'un proto-État.

Le déclenchement de la révolution syrienne en mars 2011, marque un tournant et bouleverse la région et le monde, faisant rejallir les enjeux de territoires, de frontières et des forces politiques en présence. À la « guerre civile » entre les partisans du régime et les opposants s'ajoutent très vite des guerres par procuration entre les puissances, d'où le titre de « guerres » au pluriel, et guerres non pas syriennes mais de Syrie. Et ceci notamment du fait des dynamiques kurdes qui s'inscrivent progressivement dans le conflit et s'affirment comme incontournables et révélatrices des enjeux en cours.

Une nouvelle dynamique s'articule dès le début du mouvement de protestation en 2011 à travers les différents comités de coordination kurdes comme nous le rappelle le chercheur Joseph Daher. Ces organisations à majorité kurde ont fait face au scepticisme de la majorité des partis kurdes établis qui se tenaient plus ou moins éloignés du soulèvement populaire syrien. Cette première dynamique a joué un rôle clé

dans le mouvement de protestation puis s'est affaiblie au fil du temps avant qu'une nouvelle dynamique au sein de la future AANES menée par le PYD et ses forces armées dans les cantons du Rojava se mette en place. Dans ce chaos « syrien », on trouve donc les Kurdes, revisibilisés par les conflits en cours comme acteurs à part entière avec l'expérience du Rojava comme point d'acmé.

Özcan Yılmaz nous décrit un mouvement kurde hétérogène rempli de tensions qui se cristallisent autour de la rivalité entre le PYD et l'ENKS (Conseil national des Kurdes syriens), qui trouve son modèle d'autonomie dans le gouvernement régional du Kurdistan en Irak. D'un côté, le PYD tente une nouvelle forme de démocratie locale inspirée par les écrits du militant écologiste libertaire Murray Bookchin qui remet en cause à travers son choix fédéraliste l'idée notamment d'un état centralisateur. De l'autre, l'ENKS, créée en octobre 2011 afin de contrebalancer l'influence du PYD, revendique la création d'un Kurdistan syrien autonome et fédéral à l'image du Kurdistan irakien. Le PYD et ENKS sont respectivement sous la tutelle du PKK en Turquie et du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) en Irak, qui eux-mêmes dépendent de leurs alliances avec les pouvoirs régionaux et internationaux. Rojava devient donc un terrain d'affrontement non seulement entre le PYD et ENKS, mais aussi entre le PKK et PDK présents dans leurs sections locales, dont la marge de manœuvre, Yılmaz nous le rappelle, reste fragile.

Alors que le mouvement kurde s'organise dans le nord-est de la Syrie, en lien avec le sud-est de la Turquie mais aussi avec des partis de gauche du monde entier, et tente de se créer un chemin sinueux entre l'Armée Syrienne Libre et le régime, l'arrivée de l'État islamique vient perturber les radars



Procession lors du festival de Newroz à Akre en 2018.
© levi-meir-clancy/unsplash.

régionaux et internationaux. Les combattants kurdes qui se retrouvent en première ligne contre les forces de l'État islamique sont tout autant héroïsés qu'abandonnés. La bataille de Kobané en 2014 illustre alors les prises de position des États impliqués dans cette guerre plurielle et constitue un véritable traumatisme pour les acteurs des parties concernées. Les guerres de Syrie ont obligé le Parti de la justice et du développement (l'AKP du Président Recep Tayyip Erdoğan) en Turquie à se repositionner. L'annonce par le PYD de l'autonomie du Rojava en novembre 2013 inquiète les autorités turques qui y voient une base de soutien et de repli pour le PKK.

L'année 2015 marque ainsi un tournant, selon le politologue Aurélien Denizeau. L'AKP met fin au processus de paix redonnant la priorité à l'angle militaro-

sécuritaire. Il envoie les forces armées turques dans le nord syrien à partir de 2016 et crée une alliance avec le MHP, le Parti d'action nationaliste d'extrême droite, à partir de 2017. C'est bien donc l'ensemble du champ politique turc, ajoute Denizeau, qui à partir de ces nouvelles dynamiques kurdes en Syrie est obligé de se repositionner idéologiquement et stratégiquement. Pour la Turquie, l'obsession anti-kurde a pris le dessus sur le soutien à l'opposition syrienne : s'ensuivent les opérations militaires dans le nord-est syrien pour créer une « zone tampon », une zone d'accueil pour les « réfugiés » qui change en fait la composition démographique de la région. À l'intérieur, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le « procès Kobané » est en cours contre des membres du parti pro-kurde, le HDP ou Parti démocratique des peuples, pour soutien au terrorisme. Après une

décennie syrienne, la Turquie redeviendra-t-elle le centre de la politisation kurde ?

Les dégâts de l'homogénéisation : une approche multi-terrains pour décrire une identité plurielle

Pour ne pas tomber dans l'illusion contre-productive d'un groupe unifié et monolithique, nous préférons parler d'espaces kurdes. Car on a bien affaire à une pluralité d'appartenances physiques et culturelles qui dépassent la logique des frontières et des territoires et qui se matérialisent dans des quartiers, des villes, des régions, ou même dans des camps (Charlotte Watelet), des zones de guerre, voire dans une mémoire collective, dans l'imaginaire historique (Boris James), ou dans la culture cinématographique (Lucile Irigoyen).

Dans ce numéro, l'anthropologue Charlotte Watelet propose une ethnographie des camps où l'on retrouve ce rapport de force entre PYD et PDK. Ses enquêtes de terrain effectuées à partir de 2014 nous emmènent dans les camps soi-disant provisoires de la région autonome du Kurdistan d'Irak, gérée par le PDK, et notamment le camp de Qushtapa qui accueille plus de 8 000 demandeurs d'asile kurdes provenant pour la plupart de l'AANES géré par le PYD. Watelet examine alors l'effet de l'humanitaire qui reproduit les frontières. La solution humanitaire proposée par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) avec d'autres associations humanitaires locales

provoque un repli des deux communautés kurdes. Alors que les acteurs humanitaires reproduisent la frontière territoriale, matérielle, symbolique de classe, entre Kurdes de Syrie et Kurdes d'Irak, les camps eux-mêmes permettent de tenir à distance des réfugiés syriens éventuellement proches du PYD en territoire irakien contrôlé par le PDK. Cette situation d'en-campement, nous explique Watelet, affecte non seulement la kurdicité mais un rapport subjectif à l'histoire.

De son côté, en historien, Boris James nous dévoile les dessous de la construction du récit nationaliste et nationalisant, avec une étude sur les manuels scolaires du Rojava, lieu d'expérimentation pour le PKK/PYD. C'est la suite logique, selon eux, de leur projet d'émancipation, qui passe par une lutte armée mais aussi par l'éducation des masses. Les livres d'histoire distribués dans les écoles du Rojava à partir de 2016 ont évidemment une teneur politique autant que pédagogique. Issus d'une matrice PKK (nationaliste, révolutionnaire, pro-kurde), leurs contenus évoquent toutes les révolutions kurdes et internationales, mais présentent Abdullah Öcalan, fondateur-chef du PKK, comme le guide qui mènera l'humanité toute entière vers la liberté. Dans le contexte local du Rojava, le discours nationaliste du PKK/PYD y est même présenté comme dépassant la nationalisme kurde, d'où l'une des ambiguïtés des manuels scolaires selon James.

Une autre forme d'expression localisée de la kurdicité est abordée par Lucile Irigoyen. Car au-delà des écoles, le PYD est aussi en quête de visibilité internationale. Lucile Irigoyen dans son article nous éclaire donc sur la diversité des dynamiques sociales, politiques et culturelles et sur l'usage

politique du cinéma dans le Rojava, à travers l'exemple de la *Komina Film a Rojava*. La démarche de cette Commune du Film de Rojava, qui est composée de Kurdes syriens en quête de formes d'expression artistique, de membres du PKK venus de Turquie, mais aussi d'artistes et professionnels étrangers avec « tous une conscience politique des images », consiste à filmer, produire, diffuser des films, mais aussi à enseigner le cinéma en organisant des formations théoriques et pratiques. Le cinéma permet au PYD d'étendre son influence, de développer des stratégies de revendications politiques, tout en opérant une reconquête culturelle du récit historique. Ses objectifs sont la mise en image de la (re)constitution d'une communauté kurde dans le nord-est syrien afin de redonner voix aux habitants de la région, les rendre acteurs de leurs propres récits et représentations, et les sortir de leur statut uniquement victimaire à l'international tout en utilisant le cinéma comme un outil de reconstruction à la fois individuelle et collective.

Autant d'espaces dans lesquels s'expriment une kurdicité plurielle et des rapports de force intra-kurdes. C'est en analysant la pluralité et les multiples dynamiques en cours que l'on pourra sortir de la « question kurde » et se rapprocher au plus près des réalités sociales vécues et ressenties. Et cela est rendu possible par ce moment proprement syrien, un moment opportun qui met en exergue les dynamiques en cours et qui a servi de point de départ aux réflexions entamées dans ce dossier. Les événements en Syrie ont présenté une conjoncture spécifique de crise qui nous permet, en tant que chercheur.e.s, de repérer des éléments de continuité ou de rupture dans les processus en cours. Ce moment de crise qui réinterroge les grilles de lecture classiques autorise et encourage la recherche à explorer de nouvelles approches permettant, comme l'écrit Jean-François Pérouse dans la conclusion de ce numéro, de remettre en question la « question ». ■

Joseph Daher

La dynamique nationale kurde en Syrie : de l'indépendance au processus révolutionnaire syrien